

## ***Ouverture commerciale de l'Algérie: Approche comparative avec les BRICS***

### ***Commercial opening of Algeria: Comparative approach with the BRICS***

**AIANE-MEGHARA Wahiba**

Université de Bejaia (Algérie), Email: wahiba.aiane@univ-bejaia.dz

**Reçu le:10/02/2023**

**Accepté le:28/04/2023**

#### ***Résumé :***

*Ce travail porte sur une analyse comparative entre l'Algérie et les pays du BRICS. L'étude consiste en une analyse comparative des indicateurs courants de l'ouverture commerciale effectué sur la base d'une panoplie d'indicateurs tels que: le taux d'ouverture, l'indice de diversification des exportations et des importations, l'indice de concentration des exportations et des importations. Nos principaux résultats montrent que le caractère brutal de l'ouverture de l'économie algérienne est responsable de l'échec de l'Algérie dans sa politique d'ouverture. Tandis que l'ouverture graduelle et sélective, a été une force positive ayant permis aux BRICS de devenir des pays émergents.*

***Mots clés :*** Ouverture commerciale, commerce extérieur, Algérie, BRICS.

***Jel Classification Codes:*** F13, N10.

#### ***Abstract :***

*This work focuses on a comparative analysis between Algeria and the BRICS countries. The study consists of a comparative analysis of current indicators of trade openness carried out on the basis of a range of indicators such as: the openness rate, the export and import diversification index, the concentration of exports and imports. Our main results show that the brutal nature of the opening of the Algerian economy is responsible for the failure of Algeria in its policy of openness. While the gradual and selective opening has been a positive force that has enabled the BRICS to become emerging countries.*

***Keywords:*** Trade openness, foreign trade, Algeria, BRICS.

***Jel Classifications:*** F13, N10.

## 1. Introduction:

En exposant le système productif à la concurrence tout en élargissant les débouchés sur le marché mondial, l'ouverture constitue, en théorie, un facteur de compétitivité et de croissance. Elle représente, en outre, un facteur d'attractivité pour les IDE. Ces éléments soulignent clairement le rôle que peuvent jouer les politiques d'ouverture dans le processus d'émergence des pays. En effet, il est incontestablement admis que les pays émergents ont pu tirer leur croissance grâce à leur insertion efficace dans l'économie mondiale. C'est notamment le cas des BRICS qui constituent les grandes puissances émergentes.

Quant à l'Algérie, le processus de transition d'un système centralisé à une économie de marché a imposé au gouvernement algérien l'engagement d'une politique de libéralisation des échanges commerciaux. En effet, l'ouverture aurait dû être un facteur de transformation du système productif pour lui permettre une intégration dans l'économie mondiale et une diversification des exportations. La politique d'ouverture s'est soldée par des résultats en deçà des aspirations. Malgré ses potentialités, l'Algérie peine continuellement à trouver la voie de la diversification de ses sources de la croissance et de la création d'emploi. L'économie algérienne demeure peu diversifiée et tributaire des importations notamment des produits alimentaires de base. De plus, le secteur industriel enregistre de très faibles performances et les hydrocarbures constituent la quasi-totalité des exportations algériennes. Par conséquent, l'Algérie demeure très vulnérable aux chocs extérieurs et n'arrive donc toujours pas à mettre en valeur ses avantages compétitifs et à suivre le rythme d'un contexte mondial de plus en plus compétitif.

Cette étude est motivée par la demande introduite par l'Algérie en 2022 pour adhérer au groupe des BRICS. Dans ce cadre, l'objectif principal de notre étude consiste, d'une part à évaluer les facteurs de succès des BRICS dans l'économie mondiale et d'autre part, à examiner les raisons qui empêchent l'Algérie de tirer profit d'une insertion réussie dans la mondialisation. Certes, il ne s'agit pas de mettre au même pied d'égalité l'Algérie et les BRICS. Le but est de tirer des enseignements précieux des politiques d'ouverture de ces pays.

Pour pouvoir répondre à cette problématique, nous avons émis deux hypothèses : La première hypothèse énonce que le retard de l'Algérie par rapport aux pays BRICS est attribué au mode de leur ouverture commerciale ; processus long et incrémenté dans le cas des BRICS et rapide et intense dans le cas de l'Algérie. La deuxième hypothèse stipule que l'insertion de l'Algérie dans l'économie mondiale dépend de sa capacité à diversifier ses produits manufacturés.

Ce travail est organisé comme suit. La première section présente les fondements théoriques du commerce extérieur ainsi que les stratégies d'ouverture des BRICS. Dans la seconde section nous procéderons par une analyse comparative des aspects institutionnels à travers un benchmark des indicateurs de l'ouverture et une analyse des échanges extérieurs.

## **2. Commerce extérieur : Fondements théoriques et stratégies d'ouverture**

### **2.1 Revue de la littérature théorique et empirique**

L'analyse des sources de la croissance économique a fait l'objet de nombreuses études théoriques. Les théories de la croissance exogène stipule que les facteurs explicatifs de la croissance économique sont exogènes (SOLOW, 1956). Le progrès technique joue, d'après ces théories, un rôle prépondérant dans la détermination de la croissance à long terme. Cependant, les théories de la croissance exogène n'expliquent pas l'origine du progrès technique. Les nouvelles théories de la croissance remettent en cause l'idée d'un progrès technique exogène et abandonnent l'hypothèse des rendements décroissants du capital retenue par Solow. Celles-ci traitent le progrès technique comme une grandeur endogène et proposent les conditions sous lesquelles il peut conduire à une croissance soutenue. Certaines variables telles que le capital humain, la recherche & développement et l'innovation, occupent une place prépondérante dans l'explication de la croissance économique (ROMER Paul, 1986) & (MANKIW, ROMER, & WEIL, 1990).

Après la théorie des avantages comparatifs de Ricardo, qui met l'accent sur l'impact de la spécialisation sur la répartition efficace des ressources entre les pays, elles sont apparues plusieurs d'autres théories qui se focalisent sur la relation entre le commerce extérieur et la croissance économique. Certains auteurs, comme (LUCAS, 1988), (YOUNG, 1991) et (KRUGMAN, 1979) stipulent que l'ouverture peut engendrer une baisse de la croissance des économies en développement. En se basant sur les modèles de croissance avec apprentissage par la pratique, ces auteurs ont montré que la situation initiale des économies est l'élément déterminant des gains ou des pertes qui seront occasionnés par l'ouverture.

Selon YOUNG (1991) l'ouverture conduit à un accroissement de l'écart technologique en faveur des économies développées car les économies avancées jouissent d'une population plus importante et d'un niveau technologique supérieur. Krugman (1979) explique la faible capacité d'innovation des pays en développement par le fait que les gains de l'ouverture sont accaparés par les pays développés innovateurs.

L'innovation est considérée comme étant le principal canal à travers lequel l'ouverture agit sur la croissance économique (GROSSMAN & HELPMAN, 1990). Les partisans de l'ouverture stipulent que, grâce à leurs politiques d'ouverture

commerciale, les pays en développement peuvent combler leur déficit technologique en bénéficiant des retombées générées par les investissements effectués par les pays partenaires dans le capital humain. Par conséquent, les pays en développement peuvent imiter les pays développés et exporter des produits quasi-similaires (GROSSMAN & HELPMAN, 1993).

D'autres auteurs comme, (LEVINE & RENELT, 1992) avancent que le commerce international engendre un accroissement du revenu national grâce à l'investissement. Autrement dit, le commerce international permet de générer une croissance économique de long terme car l'ouverture améliore l'accès à des biens d'investissement. Aussi, l'ouverture au commerce international permet de réduire la redondance entre les activités de recherche & développement des différents pays (RIVERA-BATIZ & ROMER, 1991).

La quasi-totalité des travaux empiriques traitant de la relation ouverture-croissance admettent un effet positif de l'ouverture sur la croissance. Selon (SACHS & WARNER, 1995), la convergence inconditionnelle ne peut être observée que dans les économies ouvertes. Ces derniers, ont comparé les taux de croissance des pays ouverts et ceux des pays relativement fermés, durant les décennies 1970 et 1980. Ils ont remarqué que les pays ouverts ont cru à un taux largement supérieur à celui des pays exerçant des politiques protectionnistes. EDWARDS (1998), a démontré que l'ouverture au commerce international génère un accroissement de la productivité.

## **2.2. Analyse comparative des stratégies d'ouverture des BRICS**

Les changements institutionnels préalables à l'ouverture remontent parfois un peu loin dans le passé des pays du BRICS (VERCUEIL, 2013). Les premières tentatives d'ouverture en Chine remontent aux réformes des quatre modernisations en 1978 après une longue autarcie. En Inde, les premiers mouvements vers l'ouverture datent de 1983 dans le cadre de la stratégie pro-affaire. En Russie, en 1986 Gorbatchev tente d'ouvrir son économie à l'économie mondiale peu avant la chute du bloc soviétique. Au Brésil, les premiers mouvements vers l'ouverture des années 1980 ont été suivis par une période de repli, avant l'accélération de l'ouverture à partir de 1995 (BRAMI CELENTANO & SIROËN, 2007). En Afrique du sud, l'ouverture commerciale a été développée depuis la fin du régime de l'Apartheid en 1994.

Le processus d'ouverture des BRICS s'est accompagné de changements institutionnels importants qui ont eu un effet décisif sur les modalités d'émergence de ces pays. Ce n'est qu'après que les institutions de ces pays ont acquis un certain niveau de cohérence que leur émergence a été rendue possible (VERCUEIL, 2012). En Chine, la fin de l'ère de Mao s'est traduite par un changement idéologique du parti

communiste. La réorganisation de certaines institutions du monde rural (système de responsabilité des ménages, puis celui des entreprises et des administrations locales) a été le point de départ à de nouvelles transformations introduites par la suite sur le terrain économique (LIN, CAI, & LIZ, 1996).

Au Brésil, l'inflation des années 1980 a provoqué un affaiblissement de la légitimité de l'Etat. L'éradication de l'inflation à travers le plan Réal a permis aux autorités de conserver un niveau de crédit suffisant, ce qui a rendu possible l'engagement d'autres transformations économiques et institutionnelles. L'alternance politique des années 2000 caractérisée par un contexte de fonctionnement moins conflictuel de la démocratie que dans les décennies précédentes s'est traduit par une adaptation des priorités du gouvernement (BRESSER-PEREIRA, 2009).

Quant à l'Inde qui possédait depuis longtemps un système institutionnel relativement développé, les réformes économiques doivent être engagées dans un cadre démocratique. Les réformes opérées dans les années 1990 se caractérisaient, de ce fait par une forme de constance des priorités accordées à certaines transformations (dérèglementation industrielle, ouverture de l'économie, aménagement du système fiscal, assainissement des finances publiques (BASUDEB, 2001).

En Russie, la thérapie du choc a provoqué la décomposition et l'incohérence institutionnelle. Néanmoins, suite à la crise qui a frappée le pays en 1998, l'économie russe entame une nouvelle trajectoire économique. A partir de l'année 1999, la reconstruction et la légitimité de l'Etat et la mise en œuvre d'une stratégie en faveur de la stabilisation de l'environnement économique ont été deux traits majeurs de l'évolution institutionnelle et politique (VERCUEIL, 2007).

L'Algérie a connu une ouverture tarifaire croissante. Cependant, la libéralisation tarifaire semble plus prononcée dans les BRICS qu'en Algérie. L'Algérie, contrairement aux BRICS, n'est pas encore membre de l'OMC. Elle a entamé son processus d'adhésion à l'OMC en 1995 mais elle n'y est toujours pas membre. Les BRICS n'ont pas appliqué à la lettre les recommandations du consensus de Washington. La libéralisation des échanges a été faite de manière graduelle. La longue période de négociations menée par la Chine et la Russie pour adhérer à l'OMC est un exemple qui illustre bien cette ouverture progressive ; les négociations chinoises et russes avec l'OMC ont duré respectivement 17 ans et 18 ans.

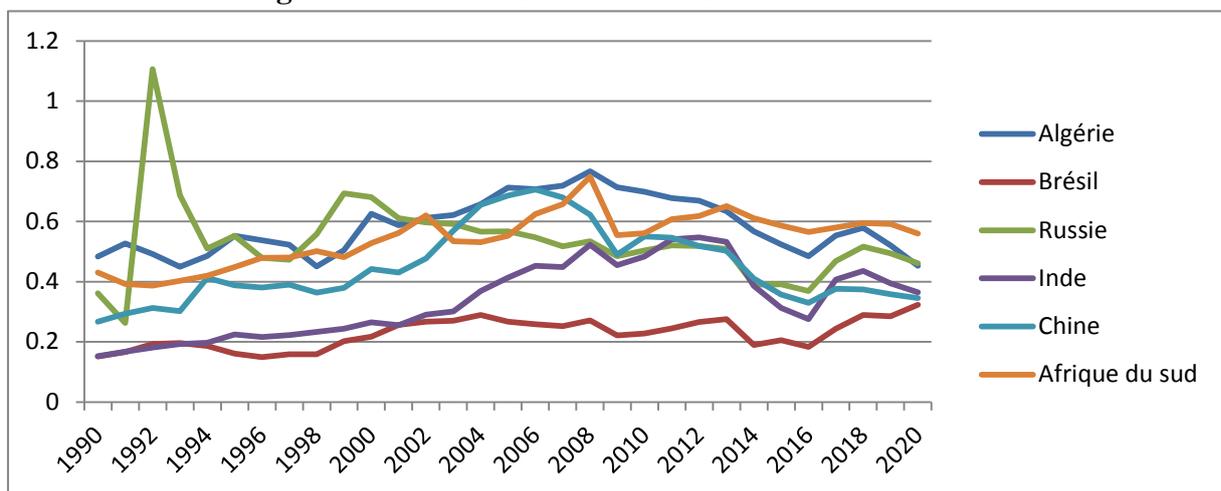
### 3. Les aspects institutionnels de l'ouverture de l'Algérie : Benchmarking avec les pays du BRICS

#### 3.1 Analyse des indicateurs d'ouverture

Comparativement aux BRICS, le taux d'ouverture de l'économie algérienne est structurellement élevé. Il faut souligner, toutefois, que le taux d'ouverture important qui caractérise l'économie algérienne est surtout le fait des hydrocarbures. Ce dernier baisse à chaque fois que le prix du pétrole diminue.

Ce n'est qu'après avoir introduit des réformes institutionnelles importantes que les BRICS ont ouvert leurs économies. Seule la Russie avait ouvert son économie de manière brutale en 1992 dans le cadre de la « thérapie du choc ». Cependant, après les effets néfastes qu'a induits cette ouverture sur l'économie, la Russie a poursuivi sa stratégie d'ouverture de manière moins radicale.

**Figure N°1: Evolution du taux d'ouverture 1990-2020**



**Source:** Nos calculs à partir des données de la Banque Mondiale (WDI), 2021.

La diversification peut être considérée par rapport à la tendance mondiale. L'indice de diversification (Finger-kreinin) mesure la déviation absolue de la structure du commerce extérieur d'un pays par rapport à la structure mondiale des échanges. Cet indice prend une valeur comprise entre 0 et 1, plus l'indice se rapproche de 1, plus grande est la divergence de la structure des exportations et des importations du pays considéré par rapport au reste du monde.

**Tableau N° 1: Indice de diversification annuel des exportations par pays: 1995-2020**

Pays	1995	1999	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020
Algérie	0,83	0,83	0,84	0,81	0,78	0,78	0,808	0,810	0,817	0,842
Brésil	0,52	0,52	0,51	0,48	0,52	0,55	0,57	0,58	0,59	0,62
Russie	0,67	0,68	0,65	0,66	0,65	0,64	0,63	0,63	0,62	0,61
Inde	0,58	0,6	0,57	0,54	0,5	0,44	0,45	0,47	0,44	0,45
Chine	0,48	0,46	0,46	0,46	0,45	0,42	0,41	0,41	0,4	0,38
Afrique du Sud	0,51	0,52	0,54	0,57	0,54	0,5	0,5	0,54	0,54	0,57

**Source:** UNCTAD STAT, 2021: <http://unctadstat.unctad.org/wds/>

Alors que la dépendance des hydrocarbures est perçue comme porteuse de risque, la diversification engendre une amélioration de la productivité des facteurs et une réduction des risques liés notamment au retournement de la conjoncture économique. Bien que réaffirmé unanimement depuis des décennies, l'objectif de la diversification des exportations hors des ressources naturelles est loin de se réaliser. L'Algérie présente un fort indice de divergence par rapport à la structure mondiale des exportations.

La dégradation de cet indice tient son explication à la désindustrialisation progressive qu'a connue le pays à partir du début des années 1980. Les BRICS se caractérisent par une plus grande convergence avec une certaine tendance à l'alignement sur les caractéristiques mondiales en la matière (le cas de la Chine et l'Inde en particulier). On peut observer que même les pays bien dotés en ressources naturelles en l'occurrence la Russie, le Brésil et l'Afrique du sud réalisent des performances plus élevées en termes de diversification. Le processus de diversification est directement lié au développement industriel notamment l'industrie manufacturière.

**Tableau N°2: Indice de diversification annuel des importations par pays : 1995-2020**

	1995	1999	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020
<b>Algérie</b>	0,45	0,45	0,47	0,45	0,48	0,39	0,39	0,42	0,41	0,41
<b>Brésil</b>	0,29	0,3	0,28	0,29	0,26	0,26	0,32	0,30	0,31	0,33
<b>Russie</b>	0,46	0,35	0,35	0,33	0,33	0,27	0,29	0,29	0,28	0,28
<b>Inde</b>	0,43	0,5	0,44	0,42	0,43	0,42	0,41	0,40	0,40	0,41
<b>Chine</b>	0,41	0,38	0,36	0,38	0,36	0,36	0,38	0,37	0,38	0,39
<b>Afrique du Sud</b>	0,3	0,3	0,29	0,25	0,23	0,24	0,24	0,25	0,24	0,26

Source: UNCTAD STAT, 2021: <http://unctadstat.unctad.org/wds/>

L'indice de diversification des importations révèle quant à lui une très forte convergence par rapport à la tendance mondiale. Dans le cas de l'Algérie, cela exprime la similitude ainsi que la dépendance quant à la satisfaction de sa demande intérieure.

**Tableau N°3: Indice de concentration du commerce extérieur : 1995-2020**

**Exportations**

	1995	1999	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020
<b>Algérie</b>	0,52	0,51	0,51	0,59	0,52	0,49	0,48	0,48	0,47	0,44
<b>Brésil</b>	0,08	0,09	0,09	0,09	0,16	0,13	0,15	0,17	0,165	0,18
<b>Chine</b>	0,07	0,08	0,08	0,11	0,11	0,10	0,096	0,096	0,09	0,10
<b>Inde</b>	0,13	0,16	0,16	0,13	0,16	0,12	0,12	0,14	0,12	0,10
<b>Russie</b>	0,25	0,26	0,26	0,35	0,37	0,32	0,30	0,33	0,31	0,26
<b>Afrique du Sud</b>	0,11	0,11	0,11	0,14	0,14	0,12	0,13	0,13	0,14	0,15
<b>Monde</b>	0,05	0,06	0,06	0,08	0,08	0,06	0,06	0,07	0,07	0,06

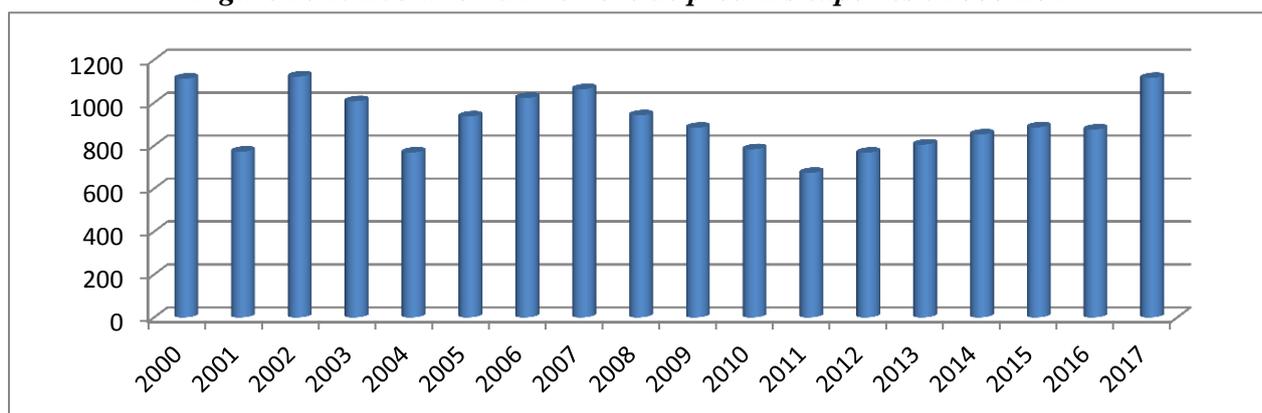
## Imports

	1995	1999	2000	2005	2010	2015	2017	2018	2019	2020
<b>Algérie</b>	0,08	0,08	0,09	0,09	0,09	0,07	0,06	0,07	0,06	0,07
<b>Brésil</b>	0,07	0,07	0,08	0,10	0,08	0,07	0,08	0,08	0,08	0,07
<b>Chine</b>	0,07	0,08	0,10	0,14	0,14	0,15	0,16	0,17	0,17	0,18
<b>Inde</b>	0,10	0,17	0,15	0,11	0,22	0,17	0,15	0,17	0,17	0,16
<b>Russie</b>	0,21	0,04	0,04	0,06	0,06	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
<b>Afrique du Sud</b>	0,13	0,12	0,13	0,13	0,13	0,12	0,10	0,12	0,11	0,09
<b>Monde</b>	0,05	0,06	0,07	0,07	0,08	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07

Source: UNCTAD STAT, 2021: <http://unctadstat.unctad.org/wds/>

L'indice de concentration (également appelé indice Herfindahl-Hirschmann) montre la manière dont les exportations et les importations d'un pays ou d'un groupe de pays sont concentrées sur quelques produits ou réparties de façon plus homogène sur un éventail de produits. Si l'on se base sur le niveau de concentration des exportations comme indicateur de l'ouverture économique, on constate que l'Algérie n'a fait aucun progrès. Elle fait parti des pays les plus concentrés du monde. L'indice de concentration des exportations est de 0,44, une valeur nettement plus élevée que la moyenne des BRICS (0,16).

Figure N°2: Évolution du nombre de produits exportés : 2000-2017



Source: WITS, 2017. <http://wits.worldbank.org/>

En se basant sur le nombre de produits exportés, l'Algérie se situe parmi les plus faibles. Le nombre de produits exportés par an a été en moyenne de 910 au cours de la période 2000-2017 avec un maximum de 1122 en 2002 et un minimum de 673 en 2011. A titre de comparaison, la moyenne du nombre de produits exportés sur la même période dépasse les 4000 produits dans tous les pays du BRICS (4185 au Brésil, 4197 en Russie, 4546 en Inde, 4562 en Chine, et 4571 en Afrique du sud). Même au niveau maghrébin, l'Algérie constitue le pays le moins diversifié. Le nombre de produits exportés par la Tunisie et le Maroc a été en moyenne au cours de la même période de respectivement 2675 et 2889 produits.

**Tableau N° 4: Indice des termes de l'échange : 2000=100**

	2000	2008	2009	2010	2014	2015	2016	2018	2019	2020
<b>Algérie</b>	100	231	171	225	270	188	155	208	191	131
<b>Brésil</b>	100	112	109	127	121	107	109	114	114	115
<b>Russie</b>	100	198	131	159	182	138	112	149	151	123
<b>Inde</b>	100	81	95	93	93	104	107	96	98	105
<b>Chine</b>	100	83	91	82	82	92	92	84	85	91
<b>Afrique du Sud</b>	100	124	132	141	135	140	144	146	152	165

Source: UNCTAD STAT, 2021:<http://unctadstat.unctad.org/wds/>

Parmi les BRICS, la Chine est le pays ayant connu la plus grande détérioration de ses termes de l'échange parallèlement à son essor économique. En effet, le processus de développement de la Chine lui a imposé d'importer davantage de minerai, dont les prix augmentaient et à exporter des machines, dont les prix ne bougeaient guère du fait de la concurrence.

**Tableau N° 5 : Pouvoir d'achat des exportations : 2000=100**

	2000	2005	2008	2009	2010	2014	2015	2016	2018	2019	2020
Algérie	100	172	224,8	148,1	189,07	196,184	138	125,4	152,24	132,98	80,33
Brésil	100	109	212,1	183,6	234,02	231,75	223	237,37	275,65	270,19	271,37
Chine	100	98	377,4	367,3	423,79	567,76	630	637,29	651,13	672,69	735,72
Inde	100	106	231,1	253,1	312,94	403,98	440	464,3	461,06	483,31	457,94
Russie	100	106	313,8	204,7	265,82	308,5	250	211,8	304,98	299,22	242,4
Afrique du Sud	100	103	161,3	134,5	173,19	186,23	200	205,26	215,78	217,93	231,62

Source: UNCTAD STAT, 2021:<http://unctadstat.unctad.org/wds/>

L'évolution des termes de l'échange de l'Algérie est directement liée aux cours des hydrocarbures. L'appréciation du pouvoir d'achat des exportations explique quasi-exclusivement l'amélioration des termes de l'échange constaté durant la période 2005-2014 (à l'exception de 2009). La détérioration aussi bien du pouvoir d'achat des exportations et des termes de l'échange en 2009 et 2015 confirme cette explication.

### 3.2. Analyse des échanges commerciaux

Le moteur du succès des BRICS a été le secteur manufacturier. Les exportations des produits manufacturés représentent des parts très importantes dans leurs exportations, particulièrement en Chine, où elles avoisinent les 95% du total des exportations. En effet, l'ouverture des marchés est intervenue une fois que les industries de produits manufacturés ont fortement progressé ; les BRICS ont réalisé leur décollage grâce à leur force industrielle.

**Tableau N°6: Poids des BRICS et de l'Algérie dans les exportations mondiales de marchandises**

	Valeur (10 <sup>9</sup> \$)	Part (%)	Rang
<b>Chine</b>	2499	16,2	1
<b>Russie</b>	419	2,7	10
<b>Inde</b>	324	2,1	13
<b>Brésil</b>	223	1,4	21
<b>Afrique du sud</b>	90	0,6	25
<b>Algérie</b>	36	0,2	42

Source: OMC, « statistiques du commerce international 2019 », Genève 2020 : <https://www.wto.org/>

Par ailleurs, le poids de l'Algérie dans le commerce international est très marginal. Les exportations algériennes représentent 0,2% en 2019, ce qui est dérisoire eu égard aux potentialités du pays. Ce sont les exportations de produits manufacturés qui permettent une meilleure insertion dans l'économie mondiale. Or, les exportations de produits manufacturés de l'Algérie représentent une part très marginale, ce qui explique la faible intégration de l'Algérie dans les segments à forte valeur ajoutée. Cette situation s'explique par le faible niveau de développement du capital humain et par la faible capacité d'innovation du pays. La faible contribution des biens issus des hautes technologies aux exportations montre, par ailleurs, le retard concernant la nature et la diversification des exportations algériennes.

**Tableau N°7: Part des produits manufacturés dans les exportations de marchandises, 2017**

	Part des produits manufacturés dans les exportations de marchandises (en %)		Produits à haute technologie en % des exportations de biens manufacturés	
	1984	2017	1996	2017
Algérie	1,54	2,7	0,36	1,0
Brésil	41,32	35,6	6,21	13,9
Russie	25,99*	22,2	9,66	12,4
Inde	52,83	69,7	6,87	7,4
Chine	47,65	93,5	12,41	30,9
Afrique du sud	19,40	44	5,65	5,7

\* année 1995

Source: Banque Mondiale (WDI), 2020

L'Algérie contrairement aux BRICS n'a pas suffisamment modernisé son économie afin de pouvoir participer pleinement aux échanges internationaux. Pour réussir leur industrialisation, ces pays ont réorienté leurs facteurs de production vers les secteurs les plus productifs, en particulier, l'industrie manufacturière. L'exemple de la Chine est frappant ; La part des exportations de produits manufacturés a connu une évolution remarquable, alors qu'elle ne représentait que 47% des exportations totales en 1984, cette part est passée à presque 94% en 2017 avec une évolution de 12% à 31% de la part des exportations des produits à haute technologie.

Les BRICS ont poursuivi un modèle industriel basé sur le transfert de technologie via la mise en place d'un système éducatif et d'innovation performant. Cela a permis à ces pays de réaliser un rattrapage technologique par rapport aux pays développés. En effet, à l'instar des autres pays émergents, les BRICS se sont d'abord spécialisés dans les chaînes de valeurs par le bas, mais ils ont pu rapidement remonter dans les chaînes

de valeurs pour exporter des produits à haute valeur ajoutée. Ces pays s'affirment dans plusieurs industries motrices à haute technologie, comme l'industrie de l'aviation commerciale (Brésil), les avions de chasse (Chine, Inde, Russie), l'électronique (Chine), les produits chimiques (Chine, Inde), les technologies durables (Brésil), l'automobile (Chine, Inde, Afrique du sud), etc.

Les performances exportatrices de ces pays peuvent être associées aux firmes multinationales (FMN) installées dans ces pays. Celles-ci réalisent l'essentiel des exportations des BRICS notamment les exportations des produits à haute technologie. Il faut rappeler dans ce cadre, que les BRICS se caractérisent essentiellement par des activités d'assemblage et de sous-traitance.

Les entreprises exportatrices algériennes sont confrontées à de nombreuses difficultés sur le terrain. La réglementation des changes, relative au transfert d'argent et imposant la rétrocession des devises issues des exportations hors hydrocarbures à la Banque d'Algérie, constitue l'une des principales contraintes auxquelles sont confrontés les exportateurs algériens.

En Algérie, les considérations de coûts ne sont pas évaluées de la même manière que les pays émergents dont les BRICS. Dans le cas de ces derniers, la chaîne logistique n'est pas soumise aux lenteurs des organismes publics commerciaux. Par contre, en Algérie, le rôle des institutions publiques n'est pas appréhendé dans le cadre de la facilitation, par exemple, des normes Edifact (Échange de données informatisées pour l'administration, le commerce et le transport). Au lieu de procéder par des sondages en usage dans le monde, les organismes d'inspection effectuent des contrôles de façon redondante et à tous les niveaux. Ces pratiques ne sont pas sans conséquences sur l'économie algérienne qui subit des coûts absolument plus importants que ceux générés par les pénalités obtenus.

Les expériences ont montré que les interventions liées à la logistique permettent de réduire le coût du commerce international et de stimuler l'intégration dans les chaînes de valeurs mondiales. L'indice de Performance Logistique (IPL) constitue dans le cadre du commerce international un facteur de compétitivité décisif qui pénalise très fortement l'Algérie. Sur un classement de 160 économies, l'Algérie figure dans la 75<sup>ème</sup> position avec un indice de 2,77. Ce classement a permis à l'Algérie de se positionner première au Maghreb (World-Bank, 2017). En 2010, elle se positionnait à la 130<sup>ème</sup> position sur 155 pays : une amélioration sensible mais loin d'être satisfaisante comparativement à la position des pays émergents tels que l'Afrique du sud qui occupe la première place continentale et figure dans le Top 20 au plan mondial avec une note de 3,78.

La qualité des ports algériens ne permet pas de saisir les opportunités offertes par la position géographique stratégique de l'Algérie. Le maillon maritime et portuaire

algérien souffre d'un grand retard en matière d'investissement et d'adaptation réglementaire et managériale ce qui le situe loin des normes introduites dans l'industrie maritime mondiale. Ce facteur est fortement pénalisant pour notre pays car il engendre des frais grevant lourdement le coût des marchandises importées. Il affecte, par ailleurs, la compétitivité des entreprises algériennes à l'étranger et réduit l'attractivité du pays vis-à-vis des investissements étrangers.

#### **4. Conclusion**

L'incapacité de l'Algérie à construire une base productive solide influence négativement sa structure commerciale marquée par la prédominance des exportations des hydrocarbures et l'explosion de la facture des importations. L'ouverture de l'Algérie sur l'extérieur ne s'est pas suivie par une intégration dans les chaînes internationales de production.

L'étude comparative de l'ouverture commerciale a été effectuée sur la base des indicateurs d'ouverture. La comparaison des indicateurs de diversification nous a révélé que l'immense poids qu'occupe le secteur des hydrocarbures est fragilisant pour l'économie dans son ensemble. Nous avons montré par l'indice de diversification (Finger-Kreinin) que l'Algérie présente une forte divergence par rapport à la structure mondiale des exportations, ce qui s'explique principalement par la désindustrialisation qu'a connue le pays. Quant aux BRICS, ils se caractérisent par une grande convergence avec une certaine tendance à l'alignement sur les caractéristiques mondiales en la matière (le cas de la Chine et l'Inde notamment), ce qui permet d'affirmer que le processus de diversification est directement lié au développement industriel notamment l'industrie manufacturière. Par ailleurs, la faible diversification de l'économie algérienne a été confirmée par l'indice de concentration (Herfindahl-Hirschmann) qui met en évidence que l'Algérie fait parti des pays les plus concentrés du monde. L'examen de la structure des échanges des BRICS ainsi que de leur structure productive, nous a permis de mettre en évidence la forte articulation entre les échanges commerciaux et le dynamisme de l'appareil productif dont jouissent ces pays

La politique d'ouverture dans les BRICS avait comme principale priorité la promotion d'industries exportatrices. Ce n'est pas seulement le niveau des exportations qui engendre la croissance, mais aussi le degré de diversification de la base d'exportation. L'Algérie doit faire le choix d'une bonne spécialisation internationale. Elle devrait appliquer des politiques commerciales et industrielles qui stimulent la diversification économique. Cela passe d'abord par le biais d'incitations qui facilitent les échanges en introduisant des mesures visant à réduire les coûts. Par ailleurs, il serait utile de subventionner les exportations naissante de même que de dynamiser les organismes chargés de la promotion des exportations. En outre, il faudrait appuyer

l'entrée de nouvelles entreprises dans les filières réputées à avantage comparatif potentiel.

Pour permettre aux entreprises locales de développer la base d'exportation du pays, des investissements devraient être réalisées dans des activités de recherche & Développement afin de renforcer la situation de ces entreprises, notamment en termes de technologie. Il convient de ne pas sous-estimer le rôle que peut jouer l'Etat car il est le seul à pouvoir influencer positivement les autres facteurs. Ce dernier pourrait jouer un rôle primordial dans la promotion du secteur exportateur et la stimulation des entrées d'IDE en offrant des incitations appropriées. Par ailleurs, la réforme du rôle de l'Etat doit être conjuguée à un système de gouvernance basé sur des arrangements institutionnels propres à l'Algérie.

## 5. Références

- BASUDEB, C. (2001). Les réformes économiques indiennes.Éléments de bilan. *Tiers-Monde*, 165/42 .
- BRAMI CELENTANO, A., & SIROËN, J.-M. (2007). Mondialisation et politique fiscale au Brésil. *Les Études du CERI N°140* .
- BRESSER-PEREIRA, L. C. (2009). Mondialisation et compétition. Pourquoi certains pays émergents réussissent et d'autres non. *La découverte, Paris*.
- EDWARDS, S. (1998). Openness, productivity and growth: what do we really know? *the economic journal*, 108/447 .
- GROSSMAN, G.-M., & HELPMAN, E. (1993). Endogenous innovation in economic growth. *Journal of economic perspectives* 8/1.
- GROSSMAN, G.-M., & HELPMAN, E. (1990). Trade, Innovation, and Growth. *The American Economic Review* , 80/2.
- KRUGMAN, P. (1979). a model of innovation, technology transfer, and the world distribution of income. *Journal of Political Economy*, 87/2 .
- LEVINE, R., & RENELT, D. (1992). a sensitivity analysis of cross-country growth regressions. *The American Economic Review*, 82/4.
- LIN, J. Y., CAI, F., & LIZ. (1996). the China Miracle. Development Strategy and Economic Reform. *the Chinese University Press, Hong Kong*.
- LUCAS, R. (1988). En the mechanics of economic developmen. *Journal of Monetary Economics*, 22/ 1 .
- MANKIW, N., ROMER, D., & WEIL, D. (1990). A Contribution to the Empirics of Economic Growth, . *NBER, Working Paper No. 3541* .
- OMC. (2020). *statistiques du commerce international 2019*. Genève.
- RIVERA-BATIZ, L., & ROMER, P. (1991). International trade with endogenous technological change. *European Economic Review* 35/4 .
- ROMER Paul, M. (1986). Increasing Returns and Long-Run Growth. *The Journal of Political Economy*, 94/5.

- SACHS, J.-D., & WARNER, A.-M. (1995). Economic reforms and the process of global integration. *Brookings Papers on Economic Activity*, 26/1 .
- SOLOW, R.-M. (1956). A contribution to the theory of economic growth. *the Quarterly Journal of Economics*, 70/1 , 65-94.
- VERCUEIL, J. (2007). *Changement institutionnel, ouverture économique et arriération technologique la Russie en transition, Institutions et Développement*,. Consulté le Décembre 13, 2022, sur Presses Universitaires de Rennes: <https://books.openedition.org/pur/46382?lang=fr>
- VERCUEIL, J. (2012). Que nous apprennent les BRIC ? Trois conjectures sur les économies émergentes. *Mondes en développement* , 40/158.
- VERCUEIL, J. (2013). *S'immerger pour émerger*. Consulté le 12 24, 2022, sur La singularité des modes d'ouverture des BRIC: <https://www.researchgate.net>
- World-Bank. (2017). *Connecting to Compete: Trade Logistics in the Global Economy*. Washington.
- YOUNG, A. (1991). Learning by doing and the dynamic effects of international trade., *Quarterly Journal of Economics*, 106/ 2.